



TERMES DE REFERENCE

Recrutement consultant (e)
Pour appuyer la mise en place d'un cadre de concertation genre des acteurs régionaux évoluant dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la Gestion des ressources Naturelles/ Changement Climatique, la maîtrise de l'eau et la Résilience

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Au Sahel, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique, de pauvreté, et des effets néfastes dus au changement climatique sont en constante augmentation. Les crises alimentaires et nutritionnelles aiguës de 2005 et 2010 ont affecté plus de 10 millions de personnes dans la région. L'effet conjugué des aléas climatiques et de l'insécurité civile influence négativement la production céréalière et la variation des prix qui à leur tour aggravent l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de personnes dans les pays sahéliens.

Les femmes représentent 51,7% de la population¹ totale de la zone d'intervention du CILSS. Elles contribuent de façon significative au renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Aussi, elles participent aux activités agricoles à plus de 65% dans toute la région du Sahel². Cependant leurs accès aux facteurs de production (intrants, équipements, terres cultivables...), aux formations et aux instances de prise de décision ne sont pas toujours systématisés dans toutes les composantes des projets et programmes de développement des pays.

Selon la FAO, la principale contrainte qui s'oppose à la pleine reconnaissance des rôles et des responsabilités effectives des femmes en agriculture est le manque de données désagrégées par sexe accessibles aux techniciens, aux planificateurs et aux décideurs. C'est pourquoi, le premier pas vers l'intégration de la femme dans les sphères de décision et sa participation pleine et entière au développement rural et aux stratégies de sécurité alimentaire est la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe. La recherche en Afrique, en Asie et en Amérique latine a montré que les améliorations dans la sécurité alimentaire et la nutrition de la famille dépendent de l'accès des femmes au revenu et de leur rôle dans la prise de décisions familiales. Concernant les dépenses, les femmes ont tendance à dépenser plus leur revenu pour l'alimentation du ménage, par rapport aux hommes. C'est pourquoi, pour améliorer la production alimentaire de la famille, il faudra accorder une priorité bien plus grande à la participation accrue de la femme à la production commercialisable ainsi qu'à d'autres entreprises créatrices de revenus. Tous les acteurs du développement sont unanimes pour affirmer que les contributions des femmes à la production vivrière et à la sécurité alimentaire seraient beaucoup plus importantes si elles avaient un accès égal aux ressources et services de base (terre, crédit, formation...).

Ainsi, la levée de ces obstacles pourrait être la solution qui permette d'atteindre les Objectifs du Développement Durable (ODD). Mais cela ne peut être accompli que si les politiques sont élaborées et mises en œuvre en tenant compte des aspirations et des difficultés réelles rencontrées par les femmes rurales. Dès lors, l'élaboration des meilleures politiques agricoles, passe par l'intégration du genre dans la conception et la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement à l'échelle régionale, nationale.

Conscients de ces enjeux, les différents États membres du CILSS et les Institutions des Organisations des Nations Unies et ONG évoluant dans la SAN ont adopté l'équité de genre, comme question transversale prioritaire conformément aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

Aussi, chaque organisation régionale en Afrique de l'ouest a élaboré une politique genre et tente au mieux de la mettre en œuvre au bénéfice des mêmes populations de la région. En vue d'avoir plus

¹ ACFED, CILSS Politique Genre CILSS, 2009

² Idem

d'impact sur le genre dans leur intervention, ces organisations sous régionales gagneraient à se concerter et à mutualiser leurs synergies d'actions au niveau de la région.

Ainsi, conformément à sa politique genre adoptée en Conseil des Ministres en sa session du 13 mars 2019 à Ndjamena, le CILSS souhaite jouer un rôle catalyseur dans la prise en compte du genre au plan régional à travers un appui aux pays de l'espace CILSS/CEDEAO et cela en collaboration avec les institutions régionales évoluant dans les domaines de la sécurité alimentaire, la nutrition, la gestion des ressources naturelles, changement climatique, la gestion de l'eau et la résilience.

Ce faisant, des entretiens bilatéraux et un atelier s'est tenue à Dakar du 15 au 19 juillet 2019 pour échanger sur la perspective de la mise en place d'un cadre de concertation régional impliquant les différents acteurs de la région évoluant dans les domaines cités plus haut pour fédérer les actions et prendre en charge toutes les questions de promotion du genre afin d'influencer positivement les prises de décision. De ces échanges, il est ressorti la nécessité d'approfondir cette question et d'aboutir à la mise en place de cet espace de Concertation. C'est dans cette optique que ces TDR ont été élaborés conjointement avec l'équipe résilience de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest/Sahel, Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest pour recruter un (e) consultant (e) pour appuyer tout le processus

2. OBJECTIFS

Il s'agit d'appuyer la mise en place d'un cadre de concertation régional impliquant les différents acteurs évoluant dans la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience des populations pour la promotion du genre. De manière spécifique pour cette mission, il s'agit de :

- De réaliser un diagnostic auprès des partenaires au développement évoluant dans la SAN et la résilience d'une part au niveau régional, et d'autre part entre les partenaires et les ministères sectoriels du développement rural (dans 1-2 pays) et sur les questions de genre et les questions spécifiques aux droits des femmes en lien avec la sécurité alimentaire et la résilience dans quelques pays ;
- De valider la pertinence et la volonté de Fédérer les efforts des partenaires évoluant dans la SAN et la résilience d'une part et des gouvernements pour la mise en œuvre et le suivi des plans d'actions de la Politique sectorielle genre, et assurer un suivi conjoint de la mise en œuvre des ODD du point de vue du genre en lien avec la Sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience ;
- D'identifier des pistes d'actions à même d'être fédérée pour une synergie d'actions au niveau des initiatives des partenaires au développement ;
- D'identifier des thématiques de renforcement des capacités des acteurs dans le domaine du genre/ sécurité alimentaires et la résilience etc. ;
- De proposer des scénarii de mise en place et de fonctionnement du cadre de concertation régional sur le genre des partenaires intervenants dans la sécurité alimentaire et la résilience dans le pays et de mobilisation des ressources en faveur du genre ;
- D'animer l'atelier de validation des propositions faites et de mise en place du Cadre de concertation.

3. RESULTATS ATTENDUS

- Les points de vue, propositions et suggestions des parties prenantes sur la mise en place du cadre de concertation sont recueillies ;
- Des suggestions, recommandations sur le mandat, les attributions et le fonctionnement de ce cadre de concertation sont recueillies et soumises à validation ;
- Le cadre de concertation genre des PTF au niveau régional est mis en place ;
- Le plan d'action du cadre de concertation genre est validé avec les modalités de financement.

4. METHODOLOGIE ET PRINCIPALES ACTIVITES

Sous la responsabilité directe du Chef UAM/SE/P/VS/Genre, le/la consultant (e) travaillera en et le cadrage technique des experts genre du CILSS et de l'équipe résilience de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. .

Il travaillera également en collaboration avec les experts genre Régionaux des PTF (UN, ONG...), les experts/points focaux genre nationaux des départements ministériels en charge des questions du genre et des Organisations faitières régionales, cela dans une démarche participative et consensuelle.

Il lui appartient de proposer une méthodologie et un programme de mission qui seront affinés au cours de la réunion de cadrage.

La mise en œuvre de cette activité se fera à travers une mission à Ouagadougou et à Dakar où sont basées respectivement le Secrétariat Exécutif du CILSS et la quasi-totalité des structures régionales concernées. Il sera organisé des rencontres bilatérales pour recueillir les points de vu des PTF et autres acteurs de la société civiles. Le consultant proposera les résultants de ses travaux par mail et la synthèse sera présentée lors d'une rencontre. En effet, il est prévu d'organiser une rencontre régionale qui va regrouper toutes les parties prenantes afin de présenter et valider les orientations proposées pour ce cadre de concertation et qui sera également la rencontre constitutive et de planification.

Au préalable des contacts seront pris par courrier officiel pour introduire le consultant.

Activités	Date	Responsable
Analyse documentaire et cadrage de la mission	février	Consultant, Chef UAM/SE/P/VS/Genre et experte genre CILSS
Mission de collecte des données à Dakar auprès des acteurs régionaux	février	Consultant et experte genre CILSS experts-tes genre pays
Collecte des données auprès des ministères concernés	Février mars	Consultant et experte genre CILSS et experts-tes genre pays
Validation du diagnostic et ateliers de travail sur les scenarii possibles	mars	Consultant, Chef UAM/SE/P/VS/Genre et experte genre CILSS
Elaboration et soumission des scenarii de mise en place du CCR/Genre	mars	Consultante
Organisation et tenue de l'atelier de mise en place du CCR/G	Avril	Consultante et Chargée genre CILSS
Finalisation du rapport de la consultation	Avril	Consultante

5. MANDAT DU CONSULTANT

Le mandat est pour une durée de 50 jours et débutera en décembre 2019 (90 jours pendant une période maximale de 4 mois).

- 15 jours de mission terrain ;
- 7 jours rédaction du rapport diagnostic ;
- 15 jours pour la préparation des documents statutaires et l'appui à la préparation de l'atelier ;
- 13 jours pour la finalisation des documents et rédaction rapport final y compris la participation à l'atelier de validation et de mise en place du cadre de concertation.

Le Consultant aura pour tâches, de :

- Prendre connaissances des principaux documents d'orientation pour s'informer des engagements, cibles, priorité, stratégies et des positions des gouvernements des institutions régionales dans les domaines concernés par le CILSS sur l'égalité des genres et les droits humains des femmes;
- Prendre connaissance des enjeux de genre les plus importants dans le secteur de programmation de l'institution ainsi que les arrangements institutionnels existants pour prendre en charge ces enjeux;
- Echanger avec les PTF du CILSS, les pays et les ONG pour prendre en compte leurs orientations, préoccupations dans la cadre de la mise en place du cadre de concertation genre, la composition, attribution, fonctionnement et le financement du de la mise en place ;
- Soumettre les conclusions de ses travaux par mail pour validation ;
- Faire la synthèse des amendements et présenter les versions amendées à l'atelier de validation ;
- Contribuer à l'atelier de validation des documents élaborés et de mise en place et de cette concertation ;
- Finaliser les documents après l'atelier.

6. PROFIL DU CONSULTANT RECHERCHÉ

Etre titulaire d'un diplôme universitaire supérieur (minimum BAC +5) dans le domaine des sciences sociales (sociologie, anthropologie sociale, genre...) et du développement rural (agronomie, zootechnie, foresterie, agro-alimentaire.....) ou tout autre domaine équivalent.

Excellente connaissance :

- Gestion axée sur les résultats; gestion axée sur les résultats en matière d'égalité entre les sexes ;
- Des PTF du CILSS intervenant dans le genre au niveau régional et dans les pays du CILSS ;
- Des cadres de concertation similaire au niveau national et régional sur l'égalité des genres;
- Solides compétences en communication et capacité d'assurer la liaison avec diverses parties prenantes, y compris des représentants du gouvernement;
- Du secteur de la sécurité alimentaire et la résilience;
- Avoir une connaissance des réseaux (p.ex. : organisations féminines et de droits humains qui travaillent sur les questions de genre ou qui promeuvent l'égalité des genres en général serait un atout.

Expérience :

- au moins dix (10) années d'expérience de travail pertinente dans l'intégration de l'EFH dans les projets de développement;
- au deux (2) années d'expérience de travail dans un poste apparenté;
- de collaboration avec les partenaires régionaux et les Ministères de promotion du genre ;

- dans l'utilisation des outils informatiques (Word, Excel, Powerpoint ; Internet);
- de travail en équipes pluridisciplinaires et multiculturelles;
- expérience de travail avec un ou des PTF;
- Expérience dans l'animation de cadre de concertation genre serait un atout.

7. LIVRABLES :

Le consultant fournira les livrables suivants :

- Un rapport de démarrage qui précisera le programme de travail, la méthodologie et les modalités d'interaction avec le CILSS et les PTF ;
- Un rapport diagnostic deux semaines au plus tard après la fin des missions diagnostic ;
- Un document définissant la composition, le mandat le fonctionnement et les modalités de financement du cadre de concertations des institutions régionales évoluant dans la SAN et la résilience à soumettre à validation;
- Un rapport définitif de fin de mission ;
- Les versions électroniques des différents documents seront transmises au Secrétariat Exécutif du CILSS et du bureau sous régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest

8. AUTRES CONDITIONS

Le Consultant sera sélectionné sur la base de comparaison de CV en accord avec les procédures définies dans le manuel de passation du CILSS.

Le consultant bénéficiera de lieux de travail dans les locaux du CILSS lors de son déplacement au CILSS. Les salles de VC du CILSS dans les 3 sites pourront être mises à profit également en cas de besoin.

9. MOYENS TECHNIQUES ET LOGISTIQUES

Les frais de séjour, les perdiems et le coût des billets d'avion du Consultant dans le cadre de la présente mission seront financée par la FAO.

Les honoraires et les frais remboursables sont payés conformément aux termes du contrat.

